

DISCOURS DE M. Willy BRANDT

AU MOUVEMENT EUROPEEN

Paris, le 19 novembre 1974.

LA FRANCE, L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE

Les crises sont un phénomène qui accompagne de façon permanente l'unification de l'Europe.

Les mouvements européens dans nos pays, qui vont au-delà des limites tracées par les partis, ont dû consacrer, par la force des choses, une partie de leurs énergies à prévenir et à maîtriser les crises pour le bien de l'Europe en cherchant des réponses toujours nouvelles à une chaîne sans fin de changements, de revers et de défis. Bien souvent ils ont ainsi donné une impulsion nouvelle au processus d'unification.

Nous avons particulièrement besoin aujourd'hui d'impulsions nouvelles et je ne puis qu'espérer qu'elles ne viendront pas trop tard.

Si un profond malaise traverse aujourd'hui l'Europe, c'est parce qu'un nombre croissant parmi nous se demande si l'Europe ne se trouve pas à un tournant critique, en termes plus précis, si elle ne se trouve pas au début d'une crise dont beaucoup d'entre nous ignorent non seulement comment, mais plus encore s'il sera possible de la surmonter.

La question que le Président de la République Française a formulée à l'occasion de sa dernière conférence de presse, à savoir si le monde va au-devant d'une catastrophe, cette question a reflété une inquiétude largement répandue en Europe.

Il n'y a pas de doute : l'Europe est placée devant l'épreuve la plus difficile de l'après-guerre. Je ne dis pas cela de manière inconsidérée; je parle fort de l'expérience d'une vie politique où j'ai dû voir comment des chances précieuses ont été gâchées et comment le travail de générations entières a été anéanti.

Et je ne parle pas seulement d'une épreuve de la Communauté Européenne, bien qu'elle soit au centre de nos préoccupations, mais plutôt d'un test de résistance pour l'Europe en général. Car si la Communauté échoue, c'est en même temps la destinée de l'Europe occidentale qui est en jeu. Et avec sa stabilité, c'est l'avenir de la détente et de la coopération dans toute l'Europe qui est en jeu.

A quel point la situation est préoccupante, nous pouvons aussi le déduire des réactions européennes aux suggestions récentes de la France tendant à activer la Communauté. Si les propositions du Président de la République avaient été formulées il y a quelques années seulement, on les aurait accueillies comme une sensation. Une Europe soulagée les aurait saluées

comme une impulsion bienvenue qui, sans doute, aurait bientôt fait avancer l'unification d'un pas considérable.

Si la réaction aux nouvelles propositions est plus réservée que la France ne l'escomptait, la raison en est sans doute aussi qu'un grand nombre de responsables en Europe ont le sentiment que les mesures proposées pourraient ne plus suffire pour venir à bout de la situation critique et peut-être même qu'elles viennent trop tard.

Personnellement, l'avenir de la Communauté Européenne me préoccupe trop vivement pour que je ne sympathise pas avec tous ceux pour qui des mesures rigoureuses sont le seul espoir, la seule issue. Mais lorsque je me rappelle combien de temps nous avons attendu la France au sujet de certains problèmes centraux de l'intégration européenne, je ne puis qu'acclamer vivement et expressément les propositions françaises.

J'ai parfaitement conscience que sans les grands Européens français, le processus d'unification de l'Europe n'aurait jamais pris vraiment son départ. Si la France nous donne de nouvelles impulsions pour poursuivre l'intégration et surtout l'unification politique, elle assume ainsi ses responsabilités traditionnelles.

Comme par le passé, la France peut compter que les Allemands seront entièrement prêts à accueillir favorablement toute proposition constructive qui favorise la cause de l'Europe. Ce n'est pas désobliger nos autres partenaires, ni amoindrir leur égale valeur que de rappeler cette simple vérité : cela ne tourne pas rond en Europe s'il y a des frictions entre la France et l'Allemagne. En termes positifs, l'Europe progresse si l'Allemagne et la France sont d'accord.

Et voici ma question : quels sont les dangers spécifiques auxquels doit faire face l'Europe et plus particulièrement la Communauté ?

La prospérité économique qui s'est développée en Europe occidentale au prix d'un rude effort, après la guerre, le degré d'équilibre social et de liberté individuelle qu'elle nous a valu, sont menacés.

Les deux décennies qui ont suivi 1950 avec leur expansion économique, le niveau élevé de l'emploi et leurs prix relativement stables, que l'on considérera peut-être bientôt, rétrospectivement, comme l'âge d'or, appartiennent au passé.

La raréfaction et le renchérissement du pétrole et des matières premières ont donné lieu à des bouleversements d'une étendue catastrophique. Les symptômes d'une crise structurelle de l'économie mondiale sont apparus ainsi plus nettement.

Je poserai une autre question encore : avons-nous clairement conscience des répercussions que subirait notre ordre social et politique si non seulement l'accroissement de la production et des revenus, considéré jusqu'ici comme allant de soi, s'arrêtait pendant un certain temps, mais si çà et là de réelles régressions étaient possibles, voire en partie vraisemblables.

Tributaires de nos importations d'énergie et de matières premières, nous devrons longtemps, étant donné les prix élevés, transférer des ressources réelles hors de la Communauté. Cela n'est pas possible sans que la prospérité en Europe en souffre. Et j'ajoute, partout en Europe. Cela est vrai également en ce qui concerne la République Fédérale d'Allemagne dont la situation économique est un peu plus assurée jusqu'à nouvel ordre que celle de la plupart des autres pays industrialisés.

A l'intérieur de la Communauté, ce développement rendra vraisemblablement plus malaisée la tentative, déjà difficile en soi, d'équilibrer les inégalités régionales et structurelles et de surmonter les injustices sociales; là où il y a moins, on peut moins distribuer.

Toute aggravation de la lutte pour la distribution, accompagnée de taux d'inflation élevés et de chômage sectoriel, ne manquerait pas d'augmenter les tensions sociales et le risque de radicalisation. De tels développements seraient une grave menace pour l'ordre démocratique de l'Europe occidentale. Qu'il ne s'agit pas là d'un danger imaginaire, le développement social interne de plus d'un pays le montre de façon suffisamment claire.

Et voici ma question suivante : sommes-nous vraiment préparés aux conséquences d'un transfert réel de ressources en faveur des producteurs de pétrole et de matières premières ?

Un coup d'oeil sur l'ordre de grandeur des paiements annuels pour les importations de pétrole montre qu'un certain déplacement de puissance économique, et cela dès la fin de la présente décennie, en faveur des producteurs de pétrole est difficile à éviter, tout comme leur influence sur notre propre économie. Je laisserai de côté pour le moment d'autres déplacements de poids survenant dans l'économie mondiale ou imputables à l'expansion des sociétés multinationales.

A mon avis, il ne faut pas admettre qu'une dépendance économique unilatérale, critiquée à bon droit par le passé dans les relations entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement soit acceptée comme inéluctable ou même légitime, si pour les années 80, elle se présente comme la dépendance éclatante des pays industrialisés vis-à-vis des producteurs de pétrole.

Il faut, à cet égard, que la Communauté se décide à un minimum de respect de soi. Par une action solidaire, elle doit empêcher que naisse une dépendance unilatérale et faire en sorte que puisse se développer une interdépendance.

Sur le plan intérieur, cela signifie que nous devons faire prendre conscience à nos citoyens que tout gaspillage d'énergie, aujourd'hui, mène à la dépendance de demain; en admettant le pire une dépendance alliée à des troubles économiques et sociaux, sans parler du chantage politique d'énergie et de recherche qui n'exclut aucune voie réaliste permettant d'obtenir une plus grande indépendance. Cela signifie enfin que nous devons faire comprendre à nos citoyens que ce serait nuire à nos propres intérêts si -sans compter l'aspect moral de la question- nous réagissons dans cette situation difficile par la haine envers d'autres nations..

Mais l'enjeu est encore plus élevé. Compte tenu des immenses déficits de la balance des paiements résultant de la hausse des prix du pétrole - pour cette seule année ils seront probablement de plus de 40 milliards de dollars pour l'ensemble des pays industrialisés groupés au sein de l'O.C.D.E. et, en chiffres bruts, de 20 à 30 milliards de dollars pour les pays de la Communauté européenne (soldés avec nos excédents et d'autres excédents de la balance des paiements, encore environ 15 milliards de dollars de déficit net) - des effondrements monétaires sont possibles dans plusieurs pays.

S'ajoutant à la course nationale au pétrole, aux matières premières et aux crédits, les conditions sont ainsi remplies pour pratiquer cette politique nationale à courte vue qui croit résoudre son problème au moyen de restrictions, de fermeture des frontières ou de relations bilatérales particulières, alors qu'en réalité on détruit l'édifice qui abrite aussi ceux qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez.

Vu l'interdépendance de nos économies, nous sommes tout logés aujourd'hui à la même enseigne, bien plus que lors de la crise économique mondiale des années 30. D'ailleurs, les grandes répercussions économiques, sociales et politiques de la hausse des prix des matières premières sur les balances des paiements et l'évolution des revenus dans presque tous les Etats du monde nous attendent encore. Nous n'en sommes qu'au début des problèmes nouveaux.

Il ne faut pas nous leurrer : parmi ceux qui s'y connaissent et qui sont sincères, nul ne sait aujourd'hui comment nous trouverons l'année prochaine, sans parler de la fin de la présente décennie, une solution satisfaisante aux énormes déficits de la balance des paiements de la Communauté et de l'O.C.D.E. dans son ensemble.

La situation économique de certains pays membres et les mesures restrictives déjà prises récemment à titre de réponse intérimaire, nous montrent à quel point le danger de voir le Marché commun se disloquer est réel. La capacité d'action extrêmement faible de la Communauté européenne en tant qu'élément de l'économie mondiale le montre également.

Comment les choses se présenteront-elles lorsque les problèmes auront encore pris plus d'acuité d'ici quelques années ? Je le dis sans ménagement : si la solidarité de la Communauté s'effondre encore une fois comme elle l'a fait l'hiver dernier face à l'embargo sur le pétrole, ce sera, eu égard aux nouvelles conditions créées par des difficultés économiques plus graves encore, la fin de la Communauté.

La menace qui pèse sur la Communauté met aussi en cause l'avenir de la détente et de la coopération avec les pays de l'Est. Ce qui était valable pour le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne que je dirigeais l'est toujours pour nous, à savoir qu'une politique de détente suppose l'existence d'une Communauté forte dans une Alliance atlantique intacte, qui l'une et l'autre doivent étayer cette politique.

Mais comment l'Alliance demeurerait-elle en mesure de fonctionner si la démocratie était affaiblie par des troubles sociaux ou même mutilée par l'apparition de l'extrémisme politique dans des pays importants ?

La diplomatie de la détente suppose l'existence de la confiance et de la coopération entre les alliés, qui seraient sapées si un climat de méfiance et de tension, résultant des mesures restrictives, s'instaurait à l'Ouest. Un affaiblissement économique de la Communauté et de l'Ouest anéantirait de surcroît l'équilibre entre l'Est et l'Ouest sans lequel la diplomatie de la détente devient inconcevable.

Et encore : les Etats de l'Est porteraient-ils toujours un intérêt positif à la coopération économique avec l'Europe occidentale si celle-ci souffrait de difficultés intérieures à tel point qu'elle ne serait plus ce partenaire sûr, nécessaire à la conclusion d'accords à long terme sur l'échange de connaissances techniques et de biens d'équipement ainsi qu'à la coopération d'entreprises économiques ?

Ce qu'il faut à la Communauté, c'est un programme d'urgence d'autodéfense.

Les auteurs des Traités de Rome ont tenté avec quelque succès de préparer la Communauté à des difficultés que l'on ne pouvait pas encore prévoir à l'époque et de la doter de l'outillage nécessaire à cet effet. Nul n'aurait cependant pu prévoir les difficultés avec lesquelles la Communauté des Neuf est aux prises aujourd'hui.

Maintenant, il s'agit de survivre, c'est-à-dire de sauvegarder la substance de la Communauté, même si cela implique que, passagèrement, le Traité ne soit pas appliqué en certains points.

C'est pourquoi nous devrions reléguer à l'arrière-plan les querelles entre fonctionnalistes, fédéralistes ou quelque autre école que ce soit, leur attacher moins d'importance et nous concentrer sur des solutions pratiques propres à sauvegarder la Communauté et à lui conférer les instruments nécessaires pour surmonter les nouvelles difficultés.

Cela signifie, en outre, que nous ne pouvons pas trouver de réponse à cette crise en puisant dans le réservoir des discours européens de ces dernières années. Certains discours qui n'étaient certainement pas mauvais et maintes décisions au niveau le plus élevé/^{qui} ne manquaient pas non plus de qualité, ne nous sont pas aujourd'hui d'un grand secours.

Quels pourraient être les éléments de base d'un programme d'urgence pour la Communauté ? Je voudrais faire, à cet égard, six suggestions.

1) La Communauté a besoin d'un "management de crise permanent"

Cela veut dire, d'une part, qu'elle doit changer la manière dont elle se définit elle-même : "survivre en tant que Communauté" doit être sa devise suprême; l'exécution de telle ou telle disposition du traité doit être subordonnée à cette devise, sans pour autant perdre de vue l'objectif visé par les traités, à savoir l'intégration économique et politique aussi large que possible de l'Europe.

Cela veut dire, d'autre part, que la Communauté a besoin d'un organe assurant le "management" de crise. Dans les conditions actuelles, pour indispensable que soit sa coopération et sans que l'on songe à ébranler sa position responsable, la Commission de Bruxelles ne serait en mesure d'assumer ce rôle/que de manière très limitée.

On se rappellera que le Chancelier fédéral allemand a repris la suggestion du Président français tendant à organiser régulièrement des rencontres au sommet entre les chefs de gouvernement et d'Etat - une suggestion, si vous me permettez d'ajouter ceci, que j'avais introduite moi-même vis-à-vis de mes partenaires de l'époque dans la discussion en parlant de "rencontres présidentielles régulières" - et a proposé que de là naisse l'instrument central pour la politique de crise de la Communauté. C'est donc là qu'avec la participation du Président de la Commission et le concours approprié des ministres des affaires étrangères, les principales décisions politiques seraient prises par les chefs de gouvernement dotés de l'autorité requise.

De plus, il faudrait concentrer les travaux des divers conseils ministériels et leur coordination par un conseil central (qui, nota bene, devrait se composer tôt ou tard de ministres qui soient en mesure de s'adonner pleinement à cette tâche). En tous cas, ce sont le Conseil et la Commission auxquels il appartiendra d'assumer le "management" de crise.

L'efficacité d'un tel "management" de crise sera certainement accrue si l'on adopte la suggestion du Président de la République d'instaurer progressivement le principe de la majorité et de ne plus appliquer l'unanimité que pour les questions en faveur desquelles on peut invoquer de réels intérêts nationaux d'importance vitale.

Le "management" de crise devra centrer son activité sur la lutte contre le chômage, l'inflation, et surtout s'efforcer de mettre sur pied une politique énergétique commune de la Communauté.

2) La Communauté a besoin d'une politique réaliste se limitant à ce qui est possible maintenant.

Je le répète : les temps ne sont plus où l'accroissement de la prospérité et des revenus allait de soi. Les répercussions de la crise énergétique se font sentir dans toute la structure de notre économie et pas seulement dans quelques branches industrielles. Il s'y ajoute les conséquences de l'inflation qui sévit à l'échelle mondiale et qui avait commencé dès avant la crise des prix du pétrole. Comme on le sait, la dépréciation de la monnaie n'est pas non plus alimentée uniquement par le gonflement des prix du pétrole et des matières premières. Elle résulte aussi de l'impuissance des gouvernements et des parlements à s'opposer aux exigences des groupements d'intérêt de toute sorte qui exigent trop du produit national brut de notre économie.

Tout homme politique européen qui mérite le qualificatif de "responsable" doit dire en toute franchise aux citoyens de nos pays que les temps où la croissance allait de soi sont révolus et que, si nous

avons de la chance, il nous sera possible tout au plus de maintenir l'évolution des revenus à un niveau à peu près stationnaire - sans oublier qu'il faudra alors créer une composante sociale supplémentaire en faveur des couches les moins privilégiées.

Celui qui veut sauvegarder l'Europe doit dire maintenant aux citoyens que cela ne sera pas possible sans sacrifices et sans coopération, et qu'à cet effet une répartition aussi équitable que possible des avantages et des charges est nécessaire. Ce n'est qu'ainsi - et la composante sociale que j'ai mentionnée en fait partie - que nous avons une chance de sauvegarder la Communauté en tant qu'union d'ordres stables et démocratiques.

Cette politique exige une sincérité sans réserve et le franc dialogue avec les intéressés. Je reprends expressément ici la proposition que le Chancelier Schmidt a formulée à l'occasion du récent congrès des partis socialistes de la Communauté, à savoir que les Chefs de gouvernement doivent chercher, dans le cadre du "management" de crise de la Communauté qui prend son départ, le dialogue avec les dirigeants des syndicats européens. Bien entendu, un tel dialogue doit aussi s'établir avec le patronat.

Une politique de limitation à ce qui est possible maintenant ne peut toutefois se faire sans l'appui d'un grand nombre de citoyens en Europe. Je suis convaincu que cet appui qui impliquerait nécessairement aussi un sacrifice çà et là, nous sera accordé si les dirigeants politiques en Europe ont le courage d'exposer la situation objectivement et de dire clairement ce qu'il faut.

Peut-être le Mouvement Européen devrait-il, au niveau de la Communauté et par l'intermédiaire de ses associations membres, lancer un appel à la raison et au civisme européen. Dans cet appel, on pourrait exposer sans emphase devant l'opinion publique la nouvelle situation inquiétante en l'invitant à ce que chacun fournisse sa contribution à sa façon si nous voulons, dans la situation qui se crée, maintenir l'oeuvre accomplie et assurer ainsi les fondements de nouveaux succès ultérieurs.

Nous avons beaucoup à perdre. Malgré bien des revers, la Communauté est restée une réalité vivante. Cela s'exprime dans nos échanges intenses de biens économiques, la libre circulation de millions de personnes. La naissance d'un espace interdépendant à la pointe du progrès. Ce n'est pas peu de chose, à coup sûr.

3) La Communauté a besoin d'une politique de solidarité, en tout cas d'une politique d'égards réciproques entre démocrates européens.

Etant donné les difficultés économiques, la raréfaction des ressources et les problèmes du commerce extérieur, les gouvernements en Europe ont bien souvent tendance à voir une contradiction entre intérêts nationaux et intérêts européens. Cette manière de voir est tout aussi erronée aujourd'hui qu'il semble qu'aujourd'hui elle risque d'avoir des conséquences encore plus funestes.

En effet, sans l'Europe, il ne sera probablement plus guère possible de défendre de la manière appropriée les intérêts nationaux. Ce qui, à brève ou moyenne échéance, apparaît comme un sacrifice, ce sont, à long terme, les mesures nécessaires pour maintenir un ordre social sain et sauvegarder la démocratie en Europe.

Jé suis moi-même Président d'un grand parti et je sais qu'il serait illusoire et erroné de vouloir mettre en veilleuse la compétition entre les partis. Mais je voudrais, en toute franchise, attirer l'attention sur ceci : aussi longtemps que les partis d'opposition dans les pays de la Communauté attaquent tout sacrifice demandé en faveur de l'Europe qui, en réalité, est un placement à long terme devant permettre de la sauver, en prétendant que c'est trahir les intérêts nationaux, les gouvernements démocratiques seront restreints dans leur action.

Il nous faut donc dans nos pays - tout en laissant, par ailleurs, libre cours à la lutte des opinions - des relations entre gouvernements et oppositions qui permettent de donner une assise commune à ce que j'appellerai, en portant mes regards au-delà du jour présent, les "investissements en faveur de l'Europe".

Je ne voudrais en aucun cas donner l'impression de vouloir m'immiscer dans le débat intérieur qui se déroule en Grande-Bretagne. Je voudrais cependant qu'il ne subsiste pas de doute - d'autant que je m'étais moi-même largement engagé - sur le fait que j'estime souhaitable que la Grande-Bretagne demeure membre de la Communauté. Je crois aussi qu'il devrait être possible de trouver une réponse objective aux demandes substantielles formulées du côté britannique sans pour autant affaiblir les fondements du Traité.

4) La Communauté a besoin d'une politique d'intégration graduelle.

Compte tenu des écarts considérables entre la situation économique des divers pays membres de la Communauté, un traitement égalitaire automatique de tous les membres, en ce qui concerne leurs droits et obligations, compromettrait gravement, à l'heure actuelle, la cohésion des neuf. C'est pourquoi la Communauté devrait faire sienne la conviction qu'elle ne sera pas affaiblie mais consolidée si les pays dont la situation économique est objectivement divergente, y participent d'abord à des degrés divers. Il ne saurait nullement s'agir là d'un "décrochage", mais il importe au contraire de maintenir le cadre commun et de renforcer le toit commun.

Ce n'est faire de tort à personne si l'on souligne que la République Fédérale d'Allemagne, la France et les pays du Benelux jouissent de conditions plus favorables pour se rallier à un comportement concerté que ce n'est le cas actuellement en Italie et en Grande-Bretagne.

Il est de notre intérêt bien compris que la Communauté fasse preuve de compréhension pour les problèmes de ces pays partenaires et que nous les aidions activement à les résoudre. Ce principe a déjà fait l'objet de délibérations aux niveaux les plus divers. Mais seule une différenciation judicieuse permettra d'aider efficacement ces pays.

Différentes décisions du Conseil en matière agricole ainsi que la souscription d'un emprunt communautaire dans les pays producteurs de pétrole et le crédit monétaire bilatéral de la République Fédérale d'Allemagne à l'Italie sont des exemples d'une telle politique.

5) La Communauté a besoin d'une politique d'auto-défense dans le cadre de l'économie mondiale et par là aussi dans la politique mondiale.

Les conditions nécessaires à cet effet ont grandement été favorisées par les propositions françaises tendant à unir dans une large mesure la coopération économique et la coopération politique européenne qui devrait être renforcée.

Cela devrait amener la Communauté à pratiquer avant tout une politique commune de l'énergie et des matières premières dans le cadre d'une conception des pays consommateurs, telle qu'elle est précisée dans le concept énergétique international. La coopération des Neuf n'y suffit pas, la coopération de tous les pays industrialisés, si possible, est nécessaire. Croire que ce problème pourrait être résolu en agissant en cavalier seul au niveau national, c'est avoir la vue si courte que cela revient presque au suicide.

La Communauté doit non seulement grouper ses ressources, mais elle doit aussi se résoudre à pratiquer à l'intérieur une politique d'économie, de substitution et de développement de nouvelles sources d'énergie.

Il va de soi que nous devons considérer le dialogue euro-arabe - à côté duquel la Communauté devra aussi mener à bien d'importantes négociations avec Israël - comme un élément de la tentative faite pour éviter la confrontation avec les pays producteurs de pétrole et de matières premières et pour transformer leurs rapports en une dépendance "stratégique" réciproque, grâce à l'apport de ce que l'Europe peut offrir dans le domaine du savoir-faire sur le plan technique et sur le plan de l'organisation.

Il est d'autant plus nécessaire d'entreprendre cette tentative que seule une solution coopérative entre les pays producteurs de pétrole et de matières premières et les pays industrialisés peut empêcher ou tout au moins atténuer les répercussions économiques catastrophiques de la crise de l'énergie sur les pays en voie de développement dans l'acception plus étroite du terme. Les uns et les autres devraient prendre conscience de leurs responsabilités à l'égard des pays en voie de développement.

La Communauté est toujours, à côté des Etats-Unis, l'espace économique le plus puissant du monde avec ses énormes ressources intellectuelles et en matière d'organisation. La coordination entre les Neuf peut vraiment marquer la différence entre une politique faisable pour surmonter la crise et le glissement dans le chaos.

6) La Communauté a besoin d'une politique de soutien de la démocratie sur son flanc méridional.

Après de longues années de résistance patiente, la volonté de liberté et de démocratie ont à nouveau pris le dessus en Grèce et au Portugal. Pour la Communauté il s'offre ainsi une tâche particulière et la chance de faire oeuvre créatrice.

On ne peut pas laisser ces pays livrés à eux-mêmes pour résoudre leurs problèmes, il faut bien au contraire considérer leur solution comme une tâche européenne. Ils méritent notre compréhension et notre appui afin de soutenir les forces politiques qui veulent édifier une démocratie solide dans la justice sociale.

Les forces démocratiques dans les pays de la Communauté devraient considérer que c'est là une tâche qui les concerne tous et ne pas laisser dégénérer leur aide en une assistance déclamatoire. Il importe d'aider ces pays à résoudre leurs problèmes économiques et sociaux sans quoi la démocratie n'y survivra pas.

En termes concrets, cela signifie que la Communauté révisé et aménage au plus vite et dans un esprit conciliant les arrangements commerciaux convenus avec le Portugal.

Dans le cas de la Grèce, il faut que l'accord d'association reprenne vie le plus rapidement possible.

Les deux pays devraient bénéficier d'une assistance économique tant dans le cadre de la politique communautaire qu'au moyen d'accords bilatéraux.

Je n'hésite pas à ajouter que selon toute probabilité l'Espagne se dirigera vers des structures démocratiques et vers l'Europe organisée. Il importe - et je suis convaincu que l'on s'en rend compte encore plus nettement à Paris que chez nous, à Bonn - que nous nous préparions à cette évolution probable.

Pour pouvoir réaliser ce que j'ai appelé un programme d'urgence pour la Communauté, il faut que plusieurs conditions soient remplies. Je voudrais en énoncer trois qui me semblent particulièrement importantes.

Premièrement. Cette politique suppose la participation active des citoyens de l'Europe.

Cela requiert une parfaite franchise et un exposé bien clair de la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons. Ce n'est qu'alors que nous pourrons escompter cette coopération - même si elle est liée à certains sacrifices - sans laquelle aucun programme d'urgence ne pourra être réalisé.

L'appui ducitoyen suppose cependant que le processus de légitimation démocratique fonctionne. Aussi faut-il se réjouir que le Gouvernement français ait repris l'ancienne proposition visant à organiser des élections directes au Parlement européen. Il pourrait être très fructueux qu'une mobilisation de la société européenne vienne compléter efficacement des bureaucrates, des hommes d'affaires et des élites.

Cependant la discussion sur la définition du régime électoral ne devrait pas faire perdre de vue la tâche qui est maintenant prépondérante : conférer plus de pouvoirs concrets à l'Assemblée parlementaire qui existe déjà, surtout en matière de droit budgétaire.

Dans ce contexte, je tiens à réitérer la suggestion que j'ai faite en d'autres lieux : à savoir que soit instauré au Parlement européen un système de suppléance ou d'appoint tel que les chefs des partis et/ou les présidents des groupes parlementaires des pays de la Communauté aient la possibilité, environ deux fois par an, d'engager au Parlement de la Communauté un dialogue avec le Conseil des Ministres et la Commission

qui, de ce fait, aurait plus de poids et qui pourrait, au-delà des affaires courantes, exercer une force de rayonnement pour le débat public dans les pays membres.

Deuxièmement. Parmi les nombreux problèmes économiques avec lesquels la Communauté européenne se trouve aux prises, elle en partage un grand nombre avec le monde industriel occidental dans son ensemble. Par exemple avec les Etats-Unis, le Canada, le Japon et d'autres pays industrialisés. De même que l'espoir de pouvoir faire cavalier seul est une illusion, de même l'idée que la Communauté européenne puisse trouver à elle seule une solution généralement valable est illusoire.

De nombreux problèmes parmi ceux qui nous occupent actuellement peuvent seulement être résolus par la coordination avec ces autres régions. Cela ne signifie pas et ne doit pas signifier que la Communauté disparaisse dans un plus vaste ensemble. Bien au contraire : dans le grand dialogue à l'intérieur du monde occidental industrialisé, la Communauté doit s'exprimer dans une mesure croissante - tout au moins plus que par le passé - de sa propre voix et avec le poids qui lui revient.

Coordination n'est pas synonyme de subordination. La Communauté peut escompter - et elle doit veiller à ce que cela se fasse - que dans ce processus de concertation ses intérêts soient pris en considération comme il se doit.

Troisièmement. Une des conditions essentielles aux futurs progrès de la politique européenne demeure - aujourd'hui comme par le passé - l'existence de bonnes relations empreintes de confiance entre la France et l'Allemagne.

Chaque fois que l'accord était réalisé entre ces deux pays, l'Europe a pu faire des progrès. Souvent on a exprimé des inquiétudes en France à cause du poids que prenait l'Allemagne au centre de l'Europe. Je suis d'avis, comme par le passé, que le lien solide entre la République fédérale d'Allemagne et la communauté des démocraties européennes, le renforcement et le développement de cette communauté sont la réponse constructive à cette préoccupation.

Le Traité du 22 janvier 1963 dont le Président Pompidou et moi-même avons célébré le dixième anniversaire en 1973 en reconnaissant tous deux son importance, doit être, comme par le passé, la ligne directrice de la politique européenne des deux gouvernements. J'espère que tous les Européens partagent la satisfaction que j'éprouve à constater qu'il existe aussi à l'heure actuelle entre les gouvernements de nos deux pays mais aussi, nous nous en félicitons, entre nos deux populations des relations de confiance qui sont une des conditions essentielles à cet égard.

Les préoccupations qu'expriment d'autres pays de la Communauté quant à une prétendue hégémonie franco-allemande doivent être prises au sérieux; il ne faut pas les nourrir mais expliquer de manière convaincante que notre coopération est au service de l'Europe. Il faudrait vraiment

que nous fixions maintenant notre attention, de même d'ailleurs que nos partenaires, uniquement sur ce qui, dans l'intérêt de tous en Europe, est faisable.

Sans la solidarité franco-allemande, le progrès n'est pas possible. En commun, nous pouvons venir à bout de la crise - dans notre entente élémentaire pour l'avenir de la Communauté européenne - également dans les contextes européens qui dépassent le cadre de la Communauté.